

Souveraineté, scrutin et démocratisation: analyse des processus politiques et électoraux au Zimbabwe au cours du début du vingt et unième siècle

Introduction

A son réveil, le mardi 22 juillet 2008, le monde apprenait la nouvelle : trois partis politiques du Zimbabwe, élus au parlement national lors du scrutin du 29 mars 2008, ont signé un Protocole d'accord par lequel ils s'engagent « à entamer le dialogue pour parvenir à une véritable solution viable, définitive et durable à la situation zimbabwéenne ... »¹. Etudiants et observateurs de la scène politique zimbabwéenne auront remarqué, dans le préambule au Protocole, un paragraphe plus qu'éloquent sur les préoccupations des signataires devant « les récents défis » auxquels la nation zimbabwéenne se trouve confrontée et les « multiples menaces » sur le bien-être de son Peuple.

Signé le 21 juillet 2008 grâce aux bons offices du Président sud-africain, Thabo Mbeki,² il y a eu presque autant de réactions à cet événement que d'individus. Pour certains, la signature du Protocole est un acte « historique » (*The Herald*, 2008) qui marque une nouvelle ère de la scène politique zimbabwéenne où le dialogue entre adversaires politiques jouerait un rôle crucial pour traiter tout un ensemble de problèmes politiques, économiques et sociaux qui n'ont que trop duré. Pour d'autres, c'est « historique » à la manière dont c'est arrivé, près de quatre mois après la tenue des élections présidentielles, parlementaires et locales harmonisées. D'ailleurs, une blague populaire fait actuellement le tour de Harare, capitale du Zimbabwe, selon laquelle, ce n'est pas qu'aux Jeux Olympiques 2008 de Pékin que l'on est témoin « de l'histoire en marche »³. Il a fallu un mois à la Commission électorale du Zimbabwe pour annoncer le résultat de l'élection présidentielle tenue en mars 2008. En juin, il y a eu le deuxième tour de la présidentielle avec un candidat unique, et quatre mois après les élections parlementaires, les députés n'étaient toujours pas installés. Qui plus est, le pays ne disposait pas d'un gouvernement normalement constitué.

Pedzisayi Leslie Mangezvo
Université Hawassa
Awassa, Ethiopie

Devant ces événements, le sentiment est que le Zimbabwe se fabriquait sa part d'histoire des processus électoraux et de la politique. D'autres encore ont relevé que la signature ne fait que conclure une histoire qui remonte bien plus loin dans le temps si l'on tient compte du fait que les tentatives de dialogue entre les parties au Protocole datent en fait de 2005.

Il n'est pas dans le propos de cet article de s'interroger sur les principes fondamentaux du Protocole ni d'analyser les implications dans leurs grandes lignes. Il n'y est fait référence que parce qu'en évoquant les événements qui ont abouti à la signature du Protocole et ceux intervenus après, l'auteur veut élargir le champ d'éléments permettant de mieux cerner l'évolution de la situation politique au Zimbabwe.

Le Protocole fait état de « défis » et de « menaces » auxquels le Zimbabwe doit faire face. Quels sont ces défis et menaces auxquels le Zimbabwe doit faire face aujourd'hui ? Comment ces défis ont-ils été cadrés par les différents acteurs politiques du Zimbabwe ? Plus important encore, comment les différentes interprétations se sont-elles traduites dans les processus électoraux du pays et ses tentatives de démocratisation ? Quels sont les « multiples menaces » pesant sur le bien-être des citoyens zimbabwéens ? Comment donner de la substance à la caractérisation de ces menaces ? Qui identifie les soi-disant menaces ? Dans quelle mesure la population dans son ensemble a-t-elle participé à la caractérisation des menaces censées peser sur le pays ? Les avis sont partagés sur ces questions. La réponse dépend largement de ce que l'on entend par « défi » ou « menace ». La réponse

dépend aussi de quel bord politique on est, d'autant plus que le Zimbabwe a polarisé toute l'attention depuis que l'opposition a remporté des succès électoraux dans les centres urbains.

S'il faut donner au « défi » un sens strictement « économique », alors certains feront remonter son origine aux années 90, avec la baisse généralisée de la croissance économique et la persistance des problèmes structurels de grande pauvreté et de fortes inégalités. D'autres affirmeront que la réforme agraire accélérée des années 2000 à 2002 a détruit l'agriculture commerciale et donné un coup de fouet à une forte instabilité macroéconomique et des fournitures de produits alimentaires et de base. Mais d'autres encore argueront que c'est le retrait du soutien international et l'isolement complet du pays par les grands pays européens qui sont au cœur des défis que doit relever le Zimbabwe. Si on entend « défi » au sens « politique », certains ne manqueront pas, une fois de plus, de faire remonter l'origine du problème à la réforme agraire qui aurait tellement contrarié les intérêts américains et britanniques qu'ils sont tentés par un changement de régime. Pour d'autres encore, le défi est lié à un système politique qui n'est plus en accord avec les exigences du vingt-unième siècle alors que certains vous diront qu'il s'agit d'un simple cas de mauvaise gouvernance. On ne peut pas non plus éviter ces ambiguïtés lorsqu'il s'agit de faire le point sur les acquis des processus politiques au Zimbabwe depuis l'année 2000. Ces ambiguïtés sont également au centre d'une analyse de la participation des citoyens aux processus politiques dans l'Afrique post-indépendante.

Cet article affirme que la situation politique et par extension, économique du Zimbabwe s'explique essentiellement par une divergence d'opinion sur la nature, la forme et le contenu des « défis » et des « menaces » auxquels le pays doit faire face. Il y a contestation sur la définition de la « situation zimbabwéenne » et des

forces qui ont donné de la texture à cette situation. Il s'agit dans un premier temps d'essayer d'analyser le contexte et le contenu de cette contestation et de déterminer dans quelle mesure elle a impacté les processus électoraux au Zimbabwe depuis l'année 2000. Dans un deuxième temps, l'article essaie de placer la « situation » zimbabwéenne dans le contexte du grand débat sur la démocratisation et les processus électoraux dans l'Afrique du vingt-unième siècle.

Le contexte et le contenu de la crise zimbabwéenne après l'année 2000

Tout en analysant l'évolution de la situation politique au Zimbabwe, cet article fait référence, d'une part, au contexte pour camper ici le cadre où se sont déroulés les événements et les processus politiques depuis l'année 2000, et d'autre part, au contenu pour décrire le message que les différents acteurs politiques (nationaux, régionaux et internationaux) ont essayé de faire passer à la nation. Je soutiens que le Zimbabwe s'est retrouvé profondément divisé politiquement, ce qui a eu un impact non négligeable sur les processus électoraux après 2000 et les tentatives de démocratisation du pays.

Cette division, qui s'est avérée profonde à plusieurs niveaux, s'est manifestée sous diverses formes. Il y a d'abord le gouffre idéologique persistant qui sépare les deux principaux partis politiques au Zimbabwe : la Zimbabwe African National Union (Patriotic Front) ou ZANU (PF) dirigé par le Président Robert Mugabe et la principale tendance au sein du Movement for Democratic Change (MDC) dont le leader est Morgan Tsvangirai.⁴ D'une part, la ZANU (PF), le parti au pouvoir au Zimbabwe depuis 1980, a cadré le « défi » et la « menace » zimbabwéens comme étant des problèmes tirant leurs racines de deux questions controversées :

- (i) la menace de l'impérialisme occidental en général et celui britannique en particulier ;
- (ii) la question agraire.

Aux yeux du parti au pouvoir, il y a ce qui semble être un vaste plan des puissances industrielles occidentales de signer l'arrêt de tous les anciens mouvements de libération en Afrique et de les remplacer par des mouvements ou alliances dociles favorables à l'Occident. La ZANU (PF) est fermement convaincue que les inté-

rêts capitalistes des Blancs, sous l'instigation de la Grande Bretagne, ont été les premiers à tenter un changement de régime au Zimbabwe. Ces tentatives auraient été menées par le biais du MDC, perçu comme rien moins que le substitut de l'Occident. Ce point est illustré par le ton et le langage utilisés par les stratèges de campagne de la ZANU (PF) dans le crescendo de la campagne jusqu'au deuxième tour de la présidentielle du 27 juin 2008. La ZANU (PF) a produit une plaquette de campagne intitulée *les 100 raisons pour voter ZANU (PF) et en faveur du Président R.G. Mugabe* et qui n'a cessé de qualifier tout le long le MDC de substitut de l'Occident. Par exemple, un des arguments de la « Raison 2 » pour voter en faveur du Président est ainsi libellé :

... on se trompe de croire que la ZANU (PF) est devenue impopulaire et le Président Mugabe inéligible alors que Morgan Tsvangirai et son MDC financés et téléguidés de l'étranger ... (2008: 1).

On peut également lire sous la « Raison 3 » de voter en faveur du Président Mugabe, l'argument suivant :

Le fait que le 2^e tour de l'élection présidentielle va se tenir le 27 juin prouve bien qu'il n'y a absolument aucun fondement aux allégations des experts et détracteurs selon lesquelles la popularité de Tsvangirai et de son MDC anti-zimbabwéen ... (2008: 3).

Ainsi a été façonnée et documentée la perception que la ZANU (PF) a, du MDC, de ses leaders et de son programme. Depuis la création du MDC en 1999, la ZANU (PF) n'a cessé de présenter ce parti comme une invention des intérêts étrangers au service des intérêts étriqués des fermiers commerçants blancs zimbabwéens et des puissances industrielles occidentales. Le MDC est considéré comme un parti « anti-Zimbabwe » qui ne s'intéresse pas à la nation et qui n'a d'autre idée que de faire quitter la ZANU (PF) du pouvoir. Qu'importe que le MDC ait remporté 57 des 120 sièges disputés au parlement en 2000, 43 en 2005 et que Morgan Tsvangirai ait recueilli un million de voix lors de l'élection présidentielle de 2002 et qu'il ait manqué de peu d'obtenir la majorité absolue dans les élections de mars 2008, le MDC et la personne de Tsvangirai ne sont pas perçus dans les milieux politiques du pays comme des acteurs politiques de bonne foi. ZANU (PF) affirme haut et fort que le « Zimbabwe ne sera plus jamais une colonie ».

Il est intéressant de constater qu'au cours de l'élection présidentielle de 2002, le Président Mugabe a fait bien plus allusion au Premier ministre britannique d'alors, Tony Blair, qu'à son adversaire politique Morgan Tsvangirai. A l'occasion du Jubilé d'argent qui marque les 25 ans d'indépendance du pays depuis avril 2005, le Président est allé jusqu'à affirmer, dans une interview télévisée, qu'en ce qui le concerne, son opposant était Tony Blair et non Morgan Tsvangirai.

ZANU (PF) prétend que l'impasse actuelle dans les relations entre le pays et les pays occidentaux est la conséquence de la réforme agraire accélérée qui a commencé en 2000. La réforme agraire accélérée, un programme ambitieux, visait à corriger les déséquilibres criards entre zimbabwéens blancs et noirs dans la possession des terres. En 1980, 6000 fermiers blancs détenaient 39 pour cent des terres, soit l'équivalent de 15.5 millions d'hectares de terres arables agro-écologiques de premier choix tandis que les familles noires restaient confinées dans 41,4 pour cent des terres, soit 16.4 million d'hectares de terres marginales (Moyo 2004). A la fin de la réforme agraire accélérée en 2002, des petits agriculteurs estimés à 300.000 ont reçu des lopins de terre variant entre cinq et dix hectares (Sachikonye 2003:3).⁵ Des terres sont également mises de côté pour 51.000 fermiers commerçants noirs. Quand on additionne ces chiffres, on s'aperçoit que 11,5 million d'hectares de terres avaient changé de propriétaires en deux ans et demi (ibid). Et c'est cette redistribution des terres qui, pour la ZANU (PF), est au cœur du « défi » et des « menaces » confrontant le Zimbabwe.

En réponse à la posture nationaliste du ZANU (PF), le moins que l'on puisse dire est que le MDC est resté silencieux. Là où la ZANU (PF) clame que les défis et les menaces du Zimbabwe procèdent tous de l'étranger, le MDC, quant à lui, maintient que le « défi » et les « menaces » sont à rechercher plus près, c'est-à-dire dans le pays ; ils seraient plutôt liés à l'échec d'un leadership. Là où la ZANU (PF) voit une *réelle* menace impérialiste, le MDC, lui, parle de menace « imaginaire ». Alors que la ZANU (PF) traite le MDC de fantôme aux mains de l'Occident, le MDC voit dans la ZANU (PF) un parti politique incapable de faire face aux exigences de changement de valeurs et d'organisation que requiert un système politique et économique du vingt-unième siècle (voir

Document de politique 2007 du MDC). Fait intéressant, il se trouve que le MDC évoque aussi, à l'occasion, une menace impérialiste. Selon le MDC, c'est la ZANU (PF) qui, après des années de mauvaise gestion économique et la création d'un environnement politique des plus toxiques, aurait rendu le pays vulnérable aux manœuvres et interventions étrangères.

Le MDC relève la dégradation rapide de la situation socioéconomique du Zimbabwe, une forte instabilité macroéconomique marquée par des taux d'inflation les plus élevés au monde à 11 millions pour cent depuis août 2008 (CSO, 2008), le faible niveau des réserves de devises, une sécurité alimentaire instable, un accroissement de la dette intérieure, une chute de l'épargne et des investissements et des niveaux de chômage estimés à 80 pour cent (Congrès des syndicats du commerce 2008). Le MDC dénonce également un environnement ponctué par le recul progressif de l'activité économique, la vétusté et la surcharge des systèmes de santé et d'éducation, la pauvreté, la fuite des cerveaux et les dégâts causés par le VIH et le SIDA. En d'autres termes, vous avez au Zimbabwe plutôt une crise « humanitaire » qui tire ses racines dans la faillite du leadership de la ZANU (PF) et du Président Mugabe. Il semble que pour la ZANU (PF), le sujet de prédilection du MDC soit la question de la redistribution des terres. En effet, le MDC a été très réactif aux lacunes dans la politique de la ZANU (PF). C'est ainsi que certaines interrogations ont été soulevées pour illustrer l'argument du premier selon lequel la « menace » à laquelle le pays doit faire face est liée au manque de leadership. Par exemple, le MDC a demandé :

- (i) Pourquoi le dossier de la réforme agraire a-t-il été traité « en accéléré » sans prendre le temps d'une bonne planification ? Le MDC est toujours rapide à annoncer – comme d'ailleurs les gouvernements occidentaux – à l'électorat que le traitement « en accéléré » de la réforme agraire a coïncidé avec un affaiblissement de la production alimentaire et une contraction des recettes en devises.
- (ii) En traitant les déséquilibres historiques en ce qui concerne la propriété des terres, le gouvernement a-t-il trouvé le juste milieu entre les besoins de la population actuelle et ceux des générations futures ?

(iii) En admettant que la réforme ait été un succès, alors pourquoi la Commission présidentielle chargée de la réforme agraire, connue sous l'appellation *Utete Land Review Commission*, a-t-elle découvert de nombreuses fermes appartenant surtout aux hauts responsables politiques de la ZANU (PF) et hommes d'affaires proches de ce parti ?

Pour le MDC, la solution à la crise du Zimbabwe est un changement de régime comme l'illustre slogan de la campagne *chinja maitiro* du parti depuis 2000. *Chinja maitiro* veut dire en langue vernaculaire « changez vos manières ». Ce slogan a été modifié en 2005 pour devenir « un nouveau Zimbabwe, un nouveau départ » relayant ainsi la persistante conviction du parti qu'il faut d'urgence revoir ou transformer la manière dont le pays est dirigé. Le nouveau slogan est fondé sur l'hypothèse selon laquelle le pays a besoin de rompre complètement avec le *statu quo* marqué par un environnement politique nocif. Pour sa part, le MDC estime que le pays est sous la menace du despotisme, de la corruption et d'une altération des idéaux de la démocratie.

Les médias, les lois sur la sécurité publique et le processus électoral au Zimbabwe

Quelle est la conséquence au sens large de ce qui précède par rapport à la démocratisation, aux processus électoraux et à la politique au Zimbabwe au cours de la période sous revue ? Les critiques de la ZANU (PF) citent des lois, notamment celle sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (AIPPA : Access to Information and Protection of Privacy Act), promulguée en 2002 et la loi sur l'ordre et la sécurité publics (POSA) : Public Order and Security Act), également promulguée en 2002 et amendée en 2007, comme preuves des restrictions imposées aux libertés civiles et à l'espace démocratique au cours de ces dernières années. La loi AIPPA a été promulguée pour contrôler le fonctionnement de la presse écrite et électronique dans le pays. Cette loi a été proposée eu égard aux conditions sévères qu'elle impose pour l'établissement ou l'enregistrement des praticiens de la presse privée ou indépendante. Selon les critiques, elle a laissé le grand public à la merci du zèle des médias d'Etat non-professionnels qui ont ouvertement apporté leur soutien à la ZANU (PF) et diabolisé le MDC ainsi que ses

sympathisants sous prétexte de « préserver l'indépendance du pays ».

La loi POSA a été édictée pour contrôler tout un ensemble de questions relatives à l'ordre et à la sécurité publics. Par exemple, les rassemblements et réunions politiques doivent obtenir au préalable le feu vert de la police avant de se tenir. Si d'aventure la police estimait que le rassemblement était susceptible de perturber l'ordre et la sécurité publics, dès lors, il ne pouvait plus légalement se tenir. Le MDC a toujours soutenu que la ZANU (PF) a transformé cette loi en un outil politique, afin de bloquer les programmes du parti d'opposition destinés à informer/éclairer l'électorat. Pour la ZANU (PF), une telle loi est au cœur de la défense de la souveraineté du pays. La ZANU (PF) estime que créer un espace politique pour des entités telles que le MDC revient à affaiblir les institutions de l'Etat et à rendre ainsi le pays vulnérable aux intérêts étrangers hostiles. Pour sa part, le MDC a soutenu l'imposition par l'Union européenne des « sanctions ciblées » aux responsables de la ZANU (PF) parce que ces derniers « n'ont aucune crédibilité ».

L'énigme zone rurale/urbaine dans la politique électorale zimbabwéenne

La division entre zone rurale et zone urbaine dans les tendances de vote est un trait distinctif de la politique zimbabwéenne après l'année 2000. Ces tendances laissent apparaître un très fort soutien pour la ZANU (PF) en milieu rural et un soutien non moins massif pour le MDC en milieu urbain. Par exemple, à l'issue des élections parlementaires de 2000, des 57 sièges remportés par le MDC, seulement deux circonscriptions n'étaient pas en zone urbaine. Au cours des mêmes élections, la ZANU (PF) n'a remporté qu'une seule circonscription en zone urbaine. Les élections parlementaires de 2005 ont dégaugé la même tendance, même si on s'attendait à ce que la ZANU (PF) remporte quelques circonscriptions urbaines grâce à la nouvelle délimitation des circonscriptions qui a vu la fusion de certaines circonscriptions naguère rurales et urbaines en une seule circonscription. En 2008, la tendance de 2005 s'est quelque peu inversée. Le MDC-T a fait des percées dans les zones rurales, et a fini par remporter 100 sièges de parlementaires dans son escarcelle, avec 99 sièges revenant à la ZANU (PF) et 10 sièges au MDC-M. Des

99 sièges remportés par la ZANU (PF), seulement deux circonscriptions sont en zone urbaine.

Selon diverses sources, le programme de redistribution des terres de la ZANU (PF) trouve un auditoire prédisposé parmi les électeurs de la zone rurale qui estiment que le pays n'est pas indépendant tant que subsistera le déséquilibre colonial dans la possession des terres. Je dirais même que ce programme trouve un écho auprès de la majorité de la population noire en général, et son approbation n'est nullement limitée aux zones rurales. À l'inverse, le programme de renouveau du MDC aurait trouvé un écho auprès des électeurs de la zone urbaine. Il semble également que le MDC rafle les soutiens en zone urbaine parce qu'il entretient des liens étroits avec la fédération syndicale nationale. Cet argument semble quelque peu superficiel si l'on considère que la majorité des travailleurs zimbabwéens n'est pas syndiquée. Mais ne serait-ce pas plutôt parce que la plupart des résidents en zone urbaine se souviennent encore de l'époque où Tsvangirai menait une campagne vigoureuse contre les effets néfastes du PASE tels que la réduction des effectifs, la libéralisation du commerce et du travail. Il existe peu de données systématiques, détaillées sur les tendances du vote selon le sexe, la classe sociale, le groupe ethnique, la zone urbaine, la zone rurale etc. En l'absence d'une telle analyse, il est difficile de déterminer si les tendances sont effectivement constantes, mi-constantes ou temporaires. Les élections de 2005 et 2008, en particulier, ont brouillé les pistes, eu égard au mouvement de hausse et de baisse de soutien qu'ont connu les deux partis.

Il est assez intéressant de constater qu'aucun des deux principaux partis n'a admis être moins populaire dans les zones urbaines et rurales. Pour la ZANU (PF), elle bénéficie encore d'un grand soutien dans les zones urbaines, et les électeurs urbains ont voté pour l'opposition en signe de protestation. Vu de cette manière, les électeurs seraient restés fidèles à la ZANU (PF) dans leurs cœurs, mais auraient voté pour l'opposition pour manifester leur mécontentement par rapport à « certaines » problèmes au sein du parti. Selon un haut responsable de la ZANU (PF), le MDC est un « nuage qui passe ». Mais ce « nuage » semble prendre son temps. En effet, au cours des huit dernières années, non seulement il n'est pas

« passé », mais il semble même devenir de plus en plus noir au point de faire craindre un terrible orage. Pour sa part, le MDC a toujours maintenu que c'était un mythe que de croire que la ZANU (PF) avait un vaste soutien dans les zones rurales. Le MDC affirme avoir autant de soutien dans les zones rurales que dans les zones urbaines si seulement la ZANU (PF) ne truquait pas les élections ou ne faisait boucler ces zones par la force ou les milices parce que c'était plus facile pour elle. Le MDC soutient mordicus que des élections libres et transparentes corroboreraient ses affirmations. Selon lui, la ZANU (PF) utilise l'intimidation et la violence dans les zones rurales parce qu'elle est consciente qu'elle y manque de soutien.

Avec cette configuration de l'électorat, identifier quel parti mérite d'être qualifié de « national » parce qu'étant soutenu par le pays tout entier et non sur des critères régionaux ou ethniques, est un grand sujet de controverse. Les circonscriptions rurales sont donc devenues un enjeu très disputé dans la politique électorale zimbabwéenne. Au deuxième tour des élections présidentielles des années 2000, 2002, 2005 et 2008, les zones rurales étaient pratiquement interdites aux partis politiques de l'opposition. L'intimidation était une pratique généralisée, et même la violence physique dans certains endroits. Dans un de ses discours de campagne alors qu'il menait la course jusqu'à l'élection présidentielle de 2002, le Président Mugabe a remercié particulièrement les électeurs ruraux d'avoir toujours voté pour son parti. Il a comparé l'électorat rural à celui urbain qui, selon lui, aurait perdu l'attachement aux idéaux de la nation *nekunakirwa nezvhwitsi* (préférant le goût sucré des confiseries).

Les ruraux, victimes de l'affrontement permanent pour remporter leur suffrage, ont été pour la plupart soumis, au cours d'une bonne partie des huit dernières années, à la propagande d'Etat, à l'intimidation et à la violence à des degrés. Même si les zones urbaines ont connu aussi leur part de violence, elle ne semble pas avoir eu autant d'effet qu'en zones rurales où un analphabétisme relatif, l'intimidation et la violence se sont combinés pour entamer les droits civiques. C'est un coup dur pour le processus de création d'un espace politique pour les citoyens, objectif pour lequel le gouvernement s'est engagé non seulement dans la constitution du pays, mais également dans les

protocoles internationaux. En l'occurrence, le gouvernement est lié par le Protocole de la Southern African Development Cooperation (SADC) sur les élections, qui dispose dans l'un de ses articles que les élections seront « libres et transparentes » avec la garantie d'un égal accès de tous les acteurs politiques aux médias publics et le respect de leur droit à mener librement campagne dans toutes les régions du pays sans aucune restriction. Et puis il y a aussi la question des électeurs urbains qui doivent avoir la liberté d'exercer librement leur droit démocratique sans se voir traiter de tous les noms ou se faire insulter. L'on peut difficilement croire que des personnes ayant subi ces actes puissent participer activement à une démocratie.

Le réaligement des blocs d'électeurs dans la période postérieure à 2000

Dans la période postérieure à 2000, on a constaté un certain réaligement de la configuration des blocs d'électeurs au Zimbabwe. Le Zimbabwe est constitué en dix provinces administratives notamment Bulawayo, Harare, Manicaland, Mashonaland Central, Mashonaland East, Mashonaland West, Masvingo, Matebeleland Nord, Matebeleland Sud et Midlands. Bulawayo et Harare sont des zones urbaines. Avant les élections parlementaires de 2000, la ZANU (PF) disposait à Harare, dans les provinces de Mashonaland, Manicaland et de Masvingo, d'un soutien assez solide. Son soutien dans les provinces de Mashonaland est resté très solide, mais ce soutien baisse visiblement depuis 2000 dans les provinces d'Harare, de Manicaland et de Masvingo en particulier. Le MDC a exploité le mécontentement des électeurs, et comme le montrent les résultats des élections harmonisées de 2008, il a gagné de nombreuses voix dans ces provinces. On peut douter que l'accroissement des sympathisants du MDCI à Harare, Manicaland et Masvingo soit entièrement attribuable à la capacité organisationnelle du MDC en soi. On peut raisonnablement penser que cela est dû en partie à la politique de la ZANU (PF) et en partie aux efforts de mobilisation du MDC.

Depuis un certain temps, la question de la succession se pose de plus en plus au sein de la ZANU (PF). Historiquement, les sympathisants de la ZANU (PF) sont issus de l'ethnie majoritaire Shona

(constituée essentiellement des sous-groupes Karanga, Manyika et Zezuru). Dans son organigramme, le parti s'est toujours efforcé de maintenir un juste équilibre dans les postes de direction entre ces trois sous-groupes de l'ethnie Shona. On pense en général que dès lors que le leader actuel du parti (le Président Mugabe) est issu du sous-groupe ethnique Zezuru, le prochain leader proviendrait de l'un ou l'autre des deux sous-groupes ethniques restants (Karanga et Manyika). A la mort en 2004 de Simon Muzenda qui était à la fois Vice-président du pays et Vice-président du parti, les querelles internes induites par la politique de succession au sein du parti ZANU (PF) ont atteint une telle intensité qu'elles ont pris une dimension régionale/tribale. Muzenda est issu du sous-groupe ethnique Karanga, qui est démographiquement le plus important parmi les Shona. Il a été remplacé par une femme issue du sous-groupe ethnique Zezuru dans des circonstances très controversées. Ce fait a été interprété comme une tentative de renforcement de l'hégémonie Zezuru, ce qui a eu pour effet d'aggraver des fissures aux relents tribaux au sein du party.

Les deux provinces du Matabeleland et de Bulawayo votaient traditionnellement pour l'opposition. Sauf pendant une brève période au cours des années 80 et début 90 quand la ZANU (PF) et le PF ZAPU ont fusionné ensemble, la ZANU (PF) n'était pas du tout la bienvenue dans ces provinces. Depuis l'année 2000, ces deux provinces ont donné systématiquement leur voix à l'opposition. Il y a une volonté de taire autant que possible les dissensions dans ces provinces. Au cours des élections harmonisées de 2008, elles ont voté en masse pour la tendance minoritaire au sein du MDC, ce qui a amené les analystes à s'interroger sur les problématiques que renferme une telle orientation. L'on a longtemps cru, à tort, qu'un coin du pays refuse ostensiblement de suivre le troupeau. Mais en fait, ce sont deux coins du pays qui affichent cette attitude. Outre Bulawayo et les deux provinces du Matabeleland, la circonscription de Chipinge dans la province du Manicaland, a aussi voté systématiquement pour l'opposition. Toutefois, c'est la question du Matabeleland qui a polarisé l'attention des observateurs. L'explication simpliste serait d'en déduire que le scrutin a des motivations tribales/ethniques. Le Matabeleland est peuplé

majoritairement par l'ethnie Ndebele. Après l'indépendance, des troubles se sont produits dans ces deux provinces, lesquels se seraient soldés par la mort de 20.000 personnes. Les populations de ces deux provinces affirment également que leurs provinces sont relativement sous-développées parce qu'elles accordent leur soutien à un mouvement politique et militaire rival avant et après l'indépendance.

Indépendamment de ces problèmes, les provinces du Matabeleland ont voté en masse pour le MDC au cours des élections de 2000, 2002 et 2005. On a vite fait de souligner que c'est parce qu'un grand nombre des dignitaires du MDC provenait de ces deux provinces. A l'époque, le vice-président, le secrétaire général, le trésorier, le porte-parole et directeur des élections étaient ressortissants des provinces de Bulawayo, du Matabeleland Nord et Sud. Après la scission du MDC en 2005, la tendance minoritaire au sein du MDC (le MDC-M) a été assimilée à un parti menant une politique tribale en raison de la composition de sa Direction et de ses membres. Ce parti a coopté Arthur Mutambara (un Shona) pour être son leader, mais cela a surtout été perçu comme une tentative de redorer son blason politiquement. Au cours des élections harmonisées de 2008, la faveur des électeurs, à Bulawayo, Matabeleland Nord et Sud a été partagée entre la principale tendance (MDC-T) et la tendance minoritaire (MDC-M). Le MDC-M s'en est bien sorti dans les circonscriptions rurales et le MDC-T, dans les zones urbaines. Il n'est pas aisé d'expliquer ce qui a motivé ces tendances de vote mais il apparaît clairement qu'il y a eu un réalignment des allégeances. Les résultats ont néanmoins corroboré la manière dont le MDC-M est généralement perçu : comme un parti aux accents régionalistes ne disposant d'aucun soutien hors de la zone rurale du Matabeleland.

Pour autant, cela ne fait pas des ressortissants de ces provinces des adeptes du tribalisme. On peut dire la même chose du peuple Shona qui a toujours voté ZANU (PF). Il s'agit d'un phénomène assez fréquent lorsque le régionalisme représente un important critère de vote. Ce que l'on comprend moins, c'est la préférence donnée au MDC-M au détriment du MDC-T dans la zone rurale du Matabeleland. Le MDC-M n'avait pas de candidat présidentiel. Et on ne voit pas bien en quoi sa politique est différente de celle du MDC-

T. En tous cas, la différence entre les deux semble être davantage liée aux personnalités qu'à une idéologie. Elle ne nous explique pas pourquoi les électeurs ont pris parti pour le MDC-M, mais je crois que cela nous renseigne beaucoup sur le MDC-T et les imperfections apparentes dans sa capacité d'organisation. Il a perdu des sièges qu'il avait remportés haut la main en 2005 au profit d'un parti dont la Direction dans son ensemble avait perdu aux élections parlementaires. Il a perdu au profit d'un parti qui ne dispose pas de structures identifiables, ce qui m'amène à conclure que le MDC-M n'a pas remporté ces sièges. Mais que le MDC-T les a perdus.

En conclusion à cette partie de l'article, le lien entre l'appartenance ethnique et la politique n'est jamais aussi simple qu'on essaie souvent de le faire croire. Il faut prendre en considération de nombreuses variables pas du tout liées à l'ethnie ni à la succession pour expliquer la baisse du soutien à la ZANU (PF) dans ses anciens bastions. Il apparaît donc d'après cet article que c'est avec la politique de succession au sein du parti et le soupçon de vouloir imposer la suprématie Zezuru que la ZANU (PF) s'est aliénée ses anciens bastions. Certains de ces sympathisants ont désormais trouvé leur bonheur auprès du MDC. Le MDC-T affiche toujours des imperfections dans son organisation, ce qui a empêché le parti d'attirer en son sein de nombreux mécontents, et ces lacunes lui ont peut-être coûté la présidence lors de l'élection de 2008.

Les vétérans de la guerre de libération

L'analyse de l'évolution de la situation politique et électorale au Zimbabwe serait incomplète sans évoquer le rôle de plus en plus visible et influent joué par les vétérans de la guerre de libération depuis l'an 2000 sous l'égide de la Zimbabwe National Liberation War Veterans Association (ZNLWVA). La ZNLWVA a été créée en tant qu'association d'aide à ceux qui se sont battus pour la libération et l'indépendance du Zimbabwe. Au cours des deux premières décennies qui ont suivi l'indépendance du pays, les vétérans de la guerre n'ont joué aucun rôle dans les grands courants politiques. En fait, ils sont restés pour la plupart à la lisière des questions politiques et économiques du pays. Cette situation va changer avec l'arrivée à la Direction des affaires de l'association de feu Chenjerai Hunzvi à la fin des années 90. Hunzvi va

transformer les vétérans en les faisant passer de l'anonymat à un militantisme volubile voire en une composante grossière de la ZANU (PF).

L'instant de gloire de Hunzvi va arriver au cours de la campagne menée en tête par le parti jusqu'aux élections parlementaires de juin 2000, campagne au cours de laquelle il a le premier déclenché l'invasion des fermes commerciales appartenant aux blancs par les vétérans de la guerre, les collaborateurs de guerre et certains sympathisants du parti au pouvoir. Les travailleurs des fermes commerciales étaient particulièrement ciblés pour le rôle qu'ils auraient joué dans l'échec du référendum constitutionnel organisé par le gouvernement au mois de février de la même année. C'est ainsi qu'une campagne destinée visiblement à mettre les noirs au pouvoir a dégénéré en une violence électorale sans précédent opposant les noirs entre eux, dans la période qui a suivi l'indépendance du Zimbabwe. Des centaines de travailleurs ont été ensuite déplacés et privés du droit électoral après l'élection de 2000. Les autorités sont restées indifférentes. On estimait que la plupart de ces travailleurs de ferme étaient d'origine étrangère et étaient donc censés rentrés dans leurs pays. Mais, les statistiques ont bien montré que les travailleurs des fermes commerciales sont en majorité des zimbabwéens (Rutherford 2008, Sachikonye 2003). Rutherford en particulier note la difficulté à intégrer dans le développement politique et économique du Zimbabwe postcolonial les travailleurs des fermes commerciales réduits par la guerre de libération nationaliste en victimes d'exploitation/abus par des colons blancs racistes.

Depuis l'an 2000, les vétérans de la guerre de libération ont fait partie intégrante de la machine électorale de la ZANU (PF). Ils ont aidé à mettre en place des camps de « rééducation » politique de style militaire (lire intimidation, rhétorique partisane etc.) pour le deuxième tour des présidentielles en 2000, 2002 et 2008. Les camps ont été mis en place pour que ceux qui « seraient passés à l'ennemi » ou « les réactionnaires » (lire sympathisants de l'opposition) y soient envoyés en « rééducation politique » (lire passage à tabac, insultes, parfois viol etc.). On dispose de cas avérés de torture et de viol dans ces camps. Néanmoins, les vétérans n'ont pas tous pris part à la violence et les vétérans de la guerre de libération ne sont pas tous mem-

bres de la ZNLWA. Par ailleurs, les actes commis par ces éléments n'ont pas tous été punis par l'Etat ou la ZANU (PF). Il y a eu des cas avérés d'arrestation de ceux qui ont été mêlés à la violence politique, ce qui laisse à supposer que ce serait l'œuvre des renégats. Il n'empêche que l'on est en droit de se demander pourquoi ces éléments n'ont jamais été arrêtés pendant sinon après coup. Les arrêter après coup donne l'impression que l'Etat sanctionne la violence. Une chose est claire, il existe au sein de la ZNLWA un élément militant et radical qui a façonné et formé sur les activités de l'association au cours des huit dernières années à peu près.

Le problème d'image du MDC

On s'est toujours interrogé sur ce que représente le MDC au-delà de vouloir remplacer Robert Mugabe à la tête de l'Etat. Qui le MDC essaie-t-il de rassurer en se focalisant sur un programme nécessaire mais étriqué qui consisterait à retirer quelqu'un de son poste ? Le MDC a été créé en septembre 1999 avec un fort soutien du congrès des syndicats zimbabwéens (ZCTU). (Zimbabwe Congress of Trade Unions). Lors de sa création, son président par intérim était Gibson Sibanda qui était alors président du ZCTU. Le vice-président par intérim était Morgan Tsvangirai qui était alors secrétaire général du ZCTU. Lors de son premier congrès, Tsvangirai a été élu président et Sibanda vice-président. D'autres membres du syndicat ont été nommés à des postes-clés au sein des organes du parti. Le MDC comptait aussi dans ses rangs, des avocats et des universitaires. Finalement, il est devenu une vaste et vague alliance entre associés venant d'horizons politiques, sociaux et économiques divers.

Lancé comme un mouvement de masses, on s'est aperçu, au cours des élections parlementaires de 2000, que la campagne électorale du MDC est financée par un grand nombre de fermiers commerçants blancs. Cela a posé un problème au MDC. On s'est posé des questions sur les intentions réelles des fermiers commerçants blancs. La ZANU (PF) a saisi l'occasion au vol pour déclarer au monde que voilà établi la preuve de ce qu'elle a toujours dit et répété : le MDC est un creuset d'intérêts blancs. Et le MDC de rétorquer que la participation des blancs est bien une indication que le parti créait un espace pour tous les citoyens du Zimbabwe.

Au cours des élections parlementaires de 2000, le MDC a présenté un certain nombre de candidats blancs dont quatre ont été élus au parlement. Traditionnellement, les Zimbabwéens blancs se sont placés en retrait des grands courants politiques du Zimbabwe post-indépendant. La question qui se pose alors est de savoir pourquoi les Zimbabwéens blancs ont adopté dans un premier temps une attitude indifférente par rapport à la politique après l'indépendance pour soudain afficher une tendance et un désir d'être actifs en 2000 ? On peut penser sans peur de se tromper qu'il existait une *détente* non-écrite entre la ZANU (PF) et l'establishment blanc dans la période de l'après-indépendance. En échange de leur attitude indifférente à la politique, les zimbabwéens blancs recevaient la garantie de continuer à bénéficier des privilèges économiques qu'ils avaient pendant la période coloniale. Après tout, n'est-il pas un lieu commun que de dire que « les droits » ne sont pas simplement donnés, mais les produits d'une création et d'une manipulation sociale et politique ! (Voir Morris 2006, Morgan 2004 et Wilson 1997). La situation a changé en 2000 lorsque les fermiers commerçants ont décidé non seulement de faire leur entrée dans la politique active mais également de soutenir de tout leur poids le MDC. En analysant les liens entre race, classe et politique dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, Leo Kuper (1965) a évoqué l'angoisse profonde que ressentaient les sud-africains blancs sous le régime de l'apartheid. Kuper (ibid.) a étudié comment les blancs sud-africains souffraient d'un sens de l'aliénation, pris qu'ils étaient dans une situation ambiguë où ils manquaient de tradition politique. Les zimbabwéens blancs auraient-ils commencé à ressentir la même chose ? Mais pour n'avoir guère éprouvé ce sentiment pendant 20 ans, ce type d'argument perd un peu de sa crédibilité. Alors, la dernière explication, c'est qu'ils ont commencé à sentir la menace que représente la réforme agraire pour leur pouvoir économique. Ils ont donc trouvé en MDC un parti disposé à leur garantir la protection dont ils ont besoin en échange de leur financement.

Il est assez curieux que Morgan Tsvangirai soit accusé de défendre les intérêts des blancs. En 1996, le ZCTU a produit une déclaration de principe sur un programme de redressement économique sur cinq ans que le gouvernement avait mis en œuvre en 1990. Intitulé « Au-delà du PASE : cadre pour une stratégie de développement

à long terme au Zimbabwe », 1996 (Beyond ESAP: Framework for a long-term development strategy in Zimbabwe, 1996), le document a identifié la terre et la réforme agraire comme conditions essentielles au progrès économique du pays. En tant que visage du ZCTU, Morgan Tsvangirai a été en première ligne accusant le gouvernement d'avoir adopté un programme économique financé par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. A l'époque, le gouvernement a expliqué que le PASE était une émanation nationale, ce à quoi Tsvangirai a réagi en lançant pratiquement une campagne sur le thème : « qui a produit l'émanation nationale ? ». Il est assez curieux en effet que le leader du MDC-T se trouve maintenant accusé de manquer de sentiment nationaliste. Pourquoi une telle image lui colle à la peau ? Parce que, dit-on, il ne parle pas de ces sujets avec autant de force de conviction qu'il le faisait lorsqu'il était secrétaire général du ZCTU. Cette attitude le fait paraître à l'électorat comme quelqu'un qui se retient pour ne pas s'aliéner le soutien dont il bénéficie auprès des blancs détenant la puissance économique. On est en droit de se demander pourquoi Tsvangirai ou le MDC n'ont pas suffisamment mis en avant la question de la terre pour prouver que la ZANU PF n'a pas le monopole des revendications « nationalistes ». Une école de pensée assure que le MDC a perdu un nombre non-négligeable d'occasions en essayant de se démarquer de la ZANU PF alors que tous deux auraient dû se rapprocher pour proposer une vision alternative réalisable sur le partage des terres.

Déjà, nous avons vu des fermiers commerçants et d'autres hommes d'affaires blancs, qui naguère contrôlaient toute l'économie, rejoindre et apporter leur soutien au MDC. De par le capital financier et social dont ils disposent, ils ont joué un rôle crucial dans les coulisses dont notamment l'attribution au MDC de ses premiers bureaux dans un quartier huppé de Harare. L'une des images restées depuis dans les mémoires est celle diffusée en 2000 par la chaîne nationale, ZTV qui montrait un groupe de fermiers commerçants blancs en train de signer des chèques et d'apporter leur soutien au MDC à l'occasion d'une réunion avec Morgan Tsvangirai. La scène se déroulait dans la ferme d'un des participants à la réunion. Cette scène a entamé l'image du MDC à plus d'un titre. D'abord, par leur effronterie, les fermiers commerçants blancs ont

fait naître le sentiment devant le monde que les intérêts commerciaux blancs avaient pris en charge le parti. Ensuite, il y avait le sujet sensible de voir les employeurs (capital) unir leurs forces avec la classe laborieuse (main d'œuvre), surtout à un moment où leur capital (terres) était à deux doigts d'une saisie. Pour les observateurs, ils ne voyaient pas comment le MDC pouvait gérer en même temps les intérêts fondamentalement conflictuels des noirs pauvres avec ou contre ceux des blancs riches. Ces préoccupations sont encore plus fondées à en juger par l'épisode de 1995-1998 lorsque le gouvernement a établi la liste de 1500 fermes commerciales devant faire l'objet d'une redistribution et que les mêmes fermiers ont initié des négociations pour que ces fermes ne soient pas reprises. Ils ont ainsi réussi à réduire le nombre à 400 vers 1998 (Moyo 2000). Ce sont autant de questions qui amènent à se demander quelles sont les véritables intentions qui se cachent derrière de telles alliances.

A la décharge de Tsvangirai et du MDC-T, il faut mentionner l'existence d'un document de politique intitulé « Un nouveau Zimbabwe, un nouveau départ » dans lequel douze pages sont consacrées à la résolution de la question des terres, de la réforme agraire et de l'agriculture. On se demande pourquoi cela a posé un si grand problème au parti d'articuler sa position sur ces questions cruciales. Cette faiblesse n'a fait qu'alimenter la rhétorique de la ZANU (PF) qui affirme que les hommes politiques du MDC ne sont que des opportunistes qui concourent à l'avancement du programme de la Grande Bretagne. Le MDC est-il devenu la victime de la vague composition de ses membres ? Certains diront oui. Les fermiers blancs ont-ils créé par leur présence un problème d'image pour le MDC ? Absolument. Ils ont non seulement créé un problème d'image pour le parti, mais ils semblent jouer également un grand rôle dans la définition du programme. Le MDC est-il une invention de l'Occident ? Absolument pas. Le MDC a participé à quatre élections générales entre 2000 et 2008 avec une certaine réussite. Le qualifier de « britannique » est probablement une insulte pour les sympathisants du parti et partant pour des millions de zimbabweens. A en juger par les résultats de l'élection de 2008, seul le MDC-T peut se targuer d'être un vrai parti national dans la mesure où il a des représentants au parlement pour chacune des dix provin-

ces du pays. Les sympathisants de la tendance minoritaire du MDC se retrouvent seulement dans deux provinces rurales et le nombre de sympathisants de la ZANU (PF) est négligeable dans les zones urbaines. Des questions demeurent quant à l'orientation idéologique du parti, mais l'étiqueter comme une invention britannique c'est ne pas connaître les faits sur le terrain, lesquels montrent l'établissement au cours des huit années passées du parti comme l'un des principaux acteurs de la vie politique au Zimbabwe.

La ZANU (PF), le MDC et l'espace démocratique

Les deux partis doivent régler des problèmes « internes » liés à leurs idéaux démocratiques lesquels problèmes ont eu, par ailleurs, un impact sur le paysage électoral du pays. En 2002, le Président Mugabe a déclaré qu'il envisagerait de se retirer du pouvoir en 2008. Il a incité les membres de son parti à entamer les discussions sur le renouvellement de la Direction et la succession. Cela a déclenché un tel branle-bas pour le pouvoir au sein du parti que le présidium du parti a estimé que ces discussions semaient la division et portait préjudice au parti. Après des mois de débat, la question de la succession a été « officiellement » close au motif qu'elle mettait à mal la cohésion du parti. Le Président Mugabe est devenu plus tard le candidat présidentiel de la ZANU (PF) à l'élection de 2008 alors que son propre parti était aux prises avec des divisions internes graves, car certains membres ont remis en cause la manière dont il a été désigné. Le Président a reconnu tout cela après l'élection de mars 2008 au moment de s'adresser au comité central de son parti. Il a reconnu que le parti était en effet divisé au moment d'entamer les élections.

En 2005, le MDC s'est trouvé dans la situation où il devait trancher une question importante. Suite à l'introduction de la Chambre haute du parlement (Sénat), sa Direction était très divisée à l'idée de participer aux élections sénatoriales. Une tendance dirigée par le président a estimé que les conditions propices à des élections libres et transparentes ne sont pas remplies et que le parti devait les boycotter en guise de protestation. La tendance opposée menée par le secrétaire général pense que boycotter les élections laisserait la voie libre à la ZANU (PF) et qu'il est préférable de participer à ces élections et essayer ensuite d'apporter les changements nécessaires de l'intérieur. Les di-

vergences étaient telles qu'il a fallu procéder à un vote lors d'une réunion du conseil national. Il y a plusieurs versions sur ce qui se serait exactement passé pendant le vote. Selon certaines versions, ceux favorables à la participation l'auraient emporté d'une seule voix mais le président aurait annulé le vote en violation des statuts. D'autres versions prétendent qu'après le vote, les deux tendances étaient à égalité de voix, et c'est alors que le président aurait voté en faveur du camp de ceux qui sont contre la participation. En tout état de cause, les positions étaient si opposées que les deux tendances se sont officiellement séparées pour de bon. La tendance dirigée par le secrétaire général a ensuite invité le professeur Arthur Mutambara, qui était alors loin des courants politiques, à la diriger.

Avant de conclure cette partie de l'article, il convient de mentionner un phénomène fréquent dans les processus politiques en Afrique – la popularité d'un chef de parti. Le Président Mugabe et Morgan Tsvangirai jouissent tous deux d'une très grande popularité parmi leurs sympathisants au point de les identifier avec les partis qu'ils représentent. On peut affirmer sans trop se tromper qu'ils ont tous deux pesé lourd dans la performance de leur parti aux élections depuis 2000. Bien que la ZANU (PF) soit devenue très impopulaire dans la plupart des régions du pays, elle obtient encore des voix importantes grâce au Président Mugabe. La majorité des parlementaires du MDC sont pratiquement des hommes politiques opportunistes, encore au début de leur carrière et qui ont été projetés sous les feux de la rampe grâce au rayonnement de leur chef. Le Président Mugabe tire sa popularité du rôle qu'il a joué dans la lutte de libération du pays alors que celle de Tsvangirai est liée à la campagne anti-corruption qu'il a menée vers la fin des années 80 et à sa dénonciation du PASE dans les années 90. Tant que ce concept de « grand » dirigeant continuera à faire partie du paysage politique africain, il constituera une source de préoccupation. Il faut en déduire qu'on continue à se focaliser sur les personnalités plutôt que sur les problèmes et/ou les structures des partis.

La société civile

La période postérieure à 2000 a aussi connu la prolifération des groupes civiques qui, à mon avis, ont fait peu pour apporter des changements significatifs

dans la pratique politique au Zimbabwe. La société civile au Zimbabwe correspond bien à la caricature décrite dans l'œuvre majeure de Håkan Thörn (2007) sur les mouvements sociaux. Animés souvent par des relations antagonistes, les différents mouvements ont ceci de commun que leurs identités se définissent par rapport à leur sentiment anti-establishment (ibid). Dans certaines localités, ils ont souvent essayé de s'établir en cultures politiques alternatives. Les résultats sont mitigés. Ils ont essayé de créer un contexte leur permettant d'articuler de « nouvelles » problématiques et « identités » tant que des concepts d'élaboration de la constitution, de gouvernance, de transparence, du rôle des médiats, des processus électoraux etc., jouent un rôle central. Il est difficile de quantifier leur réussite. La plupart a eu à faire face à ses propres problèmes internes en terme d'utilisation des ressources et de gouvernance ; résultat, beaucoup d'entre eux ont perdu depuis toute crédibilité et n'ont eu aucune participation conséquente aux processus électoraux ni à la pratique politique du pays.

Il est intéressant de constater que les groupes civiques dans leur majorité ont opté pour des définitions et discours néolibéraux de la « démocratie », des droits humains « respect du droit à la propriété privée » etc., alors que la majorité des zimbabwéens est pauvre, n'a pas de logement décent et n'a pas de propriété à faire respecter. En clair, on voit dans le cas d'espèce, un opportunisme politique flagrant, car aucun donateur n'apporterait son appui aux campagnes anti-Mugabe des sociétés civiles si, par exemple, elles supportaient ouvertement et énergiquement la réforme agraire. Mais au lieu de cela, les sociétés civiles ont préféré s'accrocher à la notion simpliste « de mauvaise gestion économique », sans vraiment s'attaquer aux défis fondamentaux du pays que sont la distribution équitable des ressources productives dont notamment la terre et l'eau.

Elections présidentielles, parlementaires et locales harmonisées

Le Zimbabwe a organisé pour la première fois des élections harmonisées le 29 mars 2008. Les messages des partis restent les mêmes. Pour la ZANU (PF), le Zimbabwe ne pourra « jamais plus être à nouveau une colonie ». Pour le MDC-T, le scrutin visait à établir un « nouveau Zimbabwe » et assurer un « nouveau départ ». La ten-

dance minoritaire du MDC, après des mois de négociations dans les coulisses pour l'amener à se rallier derrière un candidat unique (Tsvangirai) a finalement décidé de se rallier de tout son poids au candidat indépendant, le Dr Simba Makoni dont la plate-forme électorale est de « remettre le Zimbabwe au travail ».

L'environnement était des meilleurs. Tous les partis et les candidats avaient accès aux médiats. Les campagnes se déroulaient librement tant en zones rurales qu'urbaines. Ce sont les élections les plus pacifiques du Zimbabwe post-indépendant d'après les observateurs. Le MDC-T a remporté 100 sièges au parlement, 25 sièges au Sénat et 48 pour cent des voix à l'élection présidentielle. La ZANU (PF) a remporté 99 sièges au parlement, 30 au Sénat et 43 pour cent des voix à l'élection présidentielle. L'autre tendance du MDC a remporté 10 sièges au parlement et 5 sièges au Sénat. Le Dr Makoni a obtenu 8 pour cent des voix à l'élection présidentielle. Pour la première fois dans l'histoire du Zimbabwe, un parlementaire indépendant a pu retenir son siège. Le peuple avait exprimé sa volonté. A noter toutefois que ni Tsvangirai ni Mugabe n'avait obtenu assez de voix pour être déclaré Président.

Le deuxième tour de l'élection présidentielle

Le deuxième tour de l'élection présidentielle a révélé au grand jour le bon et le mauvais dans les processus électoraux au Zimbabwe. Le simple fait de tenir cette élection témoigne de l'engagement du gouvernement et de sa volonté de satisfaire aux exigences de la constitution. Le mauvais côté des choses, c'est quand la ZANU (PF) a introduit une dimension tout à fait nouvelle dans le processus électoral et un message auquel le pays ne s'attendait pas du tout, trois décennies après l'indépendance. L'équipe du Président Mugabe a commencé à faire campagne sur le thème, « le fusil est plus puissant que la plume », et que ce que le fusil avait fait la plume ne saurait défaire. Conformément à l'idéologie selon laquelle les puissances occidentales voulaient un changement de régime, le deuxième tour des élections est présenté comme la dernière occasion de défendre la souveraineté du pays. Toute personne ou toute chose qui ferait obstacle à la réalisation de cet objectif devait être écrasé. Selon Patrick Chinamasa, le Ministre de la Justice et des Questions parlementaires d'alors, si d'aventure Tsvangirai remportait l'élec-

tion présidentielle, cela aurait eu « un effet déstabilisant sur le Zimbabwe » parce que le MDC-T était « contre le Zimbabwe ».⁶

Au cours d'une réunion de campagne dans la deuxième plus grande ville du Zimbabwe, le Président Mugabe a déclaré que même si le peuple avait voté en faveur du MDC-T, ce serait un « vote inutile » parce que le pouvoir ne serait pas transmis aux « fantoches des Britanniques ». De sérieuses craintes faisaient dire que si le MDC-T l'emportait, le pays entrerait dans une nouvelle guerre. Dans d'autres lieux et à d'autres occasions, le Président et d'autres responsables de partis affichaient un ton conciliatoire en disant qu'ils respecteraient le verdict des urnes. Mais ce ton conciliatoire était toujours nuancé sous-entendant qu'ils ne pensaient pas que leur parti perdrait les élections, ce qui rend la question de l'acceptation du verdict purement académique.

Le message de la ZANU (PF) a pu paraître contradictoire à certains moments, mais l'environnement ne l'était pas. Des PC de campagne ont été installés dans tous les coins du pays baptisés au nom de code « Operation makavhotera papi » (Opération pour qui as-tu voté ?). Rien qu'à Harare, plusieurs sous-opérations portaient différents noms de code dont notamment « Mugabe kuoffice, June 27 » (Le 27 juin, redonnons le pouvoir à Mugabe) et M.A.D.Z.A, l'acronyme pour *Mugabe Achatonga Dzamara Afa* (Mugabe au pouvoir jusqu'à la mort). Une violence s'en est suivie qui se serait soldée, selon le MDC-T, par la mort de 60 de ses membres tués par les milices de la ZANU (PF) au cours de la campagne que celle-ci a menée en tête jusqu'à l'élection du deuxième tour. L'Etat a démenti ces accusations en retournant l'argument contre le MDC dont les sympathisants auraient engagé des actes violents contre ceux de la ZANU (PF) même si aucun cas de condamnation, preuves à l'appui, d'un sympathisant de l'opposition ayant été mêlé à la violence issue de l'élection, n'a été produit. L'opposition ne pouvait pas accéder au seul médium public, ce qui est clairement en violation de la loi électorale du pays. Encore une fois, les autorités ont bouclé les zones rurales et interdit l'accès au MDC. Cinq jours avant le deuxième tour de l'élection, le MDC-T a vu l'une de ses réunions de campagne programmée perturbée par des individus accusés d'être des sympathisants de la ZANU (PF). Des scènes de violence ont émaillé le lieu

prévu de la réunion. C'est à ce moment-là que Morgan Tsvangirai a annoncé son retrait de la course. Selon lui, vu ce qui se passait, il s'agissait d'un « simulacre d'élection »⁷ avec des résultats connus d'avance. Le deuxième tour va quand même se tenir avec le Président Mugabe comme seul candidat.

Un gouvernement d'union nationale (GUN)

Le Gouvernement d'union nationale est le gouvernement de coalition du Zimbabwe formé le 13 février 2009, au lendemain des investitures de Morgan Tsvangirai comme Premier ministre et de Thokozani Khuphe et Arthur Mutambara comme Vice-premiers ministres. C'est une coalition organisée entre la ZANU (PF) du Président Mugabe, le Movement for Democratic Change de Tsvangirai et le MDC de Mutambara, selon les conditions arrêtées d'accord parties à l'issue des négociations qui se sont engagées après la signature du Protocole d'accord. Ces négociations ont abouti à la signature, le 11 septembre 2008, d'un Accord politique global (APG).

Après la signature de l'APG, des « points de blocage » dans l'application de ces accords sont apparus au cours du quatrième trimestre de 2008 dont notamment la répartition des postes ministériels entre les deux tendances du MDC et la ZANU (PF), et en particulier, les postes des ministères-clés que sont les Finances, la Défense, le Gouvernement local, l'Information, la Justice et l'Intérieur. Les négociations sont restées bloquées jusque vers la fin janvier 2009, lorsque le MDC-T a accepté de partager le ministère de l'Intérieur avec la ZANU-PF, sur le principe de la rotation, suivant en cela le conseil de la Southern African Development Community (SADC).

Il convient d'avouer que l'opposition au GUN était féroce dans certains milieux tant de la ZANU (PF) que du MDC-T. Le MDC-M semble être le seul à se montrer enthousiaste à l'idée du GUN. A noter toutefois que la formation du GUN a donné au Président Mugabe la légitimité qui lui manquait après les élections âprement disputées en 2002 et le deuxième tour de la présidentielle de juin 2008. Le GUN fait passer aux oubliettes la déclaration antérieure de la ZANU (PF) selon laquelle Tsvangirai ne connaîtrait jamais les coulisses du pouvoir par ce qu'il est un sup-pôt des Britanniques. Le Président

Mugabe a dit à peu près la même chose lors d'une interview télévisée par la chaîne nationale (Zimbabwe Television) la veille des festivités commémorant en avril 2009 l'indépendance du pays. Il a déclaré que c'est après les élections harmonisées de 2008 que la ZANU (PF) s'est rendu compte que « des populations supportaient d'autres partis » (certains sympathisants du MDC de répliquer avec une pointe de raillerie « mais où étaient-ils donc au cours de ces dix dernières années ? ». Finalement, le GUN a donné une bouée de sauvetage à la Direction du groupe Mutambara qui avait perdu aux élections parlementaires de mars 2008. Mutambara n'était pas en lice pour la présidentielle mais s'est retrouvé au poste d'un des Vice-premiers ministres du pays grâce, selon certains, aux manœuvres de Mbeki pour contrebalancer le pouvoir de négociation dont dispose Tsvangirai.

Près de 30 ans après la formation d'un Gouvernement d'union nationale en 1980 dans le but de promouvoir la cohabitation raciale et ethnique dans un Zimbabwe postcolonial, voilà que le pays se retrouve encore avec un nouveau Gouvernement d'union nationale. En 1980, le Gouvernement d'union nationale devait servir d'outil de reconstruction postcoloniale, de redistribution sociale et de croissance économique. Trente ans plus tard, le Président Mugabe a enfin trouvé dans le nouveau GUN la solution à son problème de légitimité resté suspendu au-dessus de sa tête depuis un certain temps comme une épée de Damoclès. Tsvangirai voit dans le GUN la transition vers la prise de pouvoir, à terme, par le MDC-T. On ne sait pas trop ce que le GUN signifie pour le MDC-M sinon la frustration infligée à leurs collègues d'antan du MDC-T. La formation du GUN semble avoir renforcé la réputation du MDC-M comme « empêcheur de danser en rond ». C'est un point de vue bien ancré en particulier chez les sympathisants du MDC-T qui estiment que si le MDC-M n'avait pas joué la division lors du scrutin de mars 2008, leur parti aurait obtenu une large majorité aux élections parlementaires et présidentielles.

Le GUN lui-même est le reflet du paysage électoral zimbabwéen de ces dernières années. Lors des élections harmonisées de mars 2008, aucun parti n'a obtenu, à lui tout seul, une majorité nette. La ZANU (PF) et le MDC-T sont apparus comme les grands vainqueurs, avec une domination de la ZANU (PF) dans les zones rura-

les. Un nombre non-négligeable de municipalités rurales et urbaines sont tombées dans l'escarcelle du MDC-T. Les zimbabwéens trouvent des qualités aussi bien à la ZANU (PF) qu'au MDC. Toutefois, il faut garder à l'esprit que le Zimbabwe n'a pas disposé d'un gouvernement normalement constitué pendant près d'une année après les élections harmonisées de mars 2008. Cela remet en question tout le concept des processus électoraux. Aucun doute que tous les zimbabwéens ordinaires ont bien accueilli la signature de l'APG. Mais ils ont moins apprécié toutes ces manœuvres au lendemain de la conclusion de l'APG pour s'attribuer des portefeuilles. On avait le sentiment que les intérêts politiques prenaient le pas sur les intérêts des citoyens ordinaires. Les amendements constitutionnels ayant accompagné la formation du GUN, généralement connus sous l'appellation, Amendement 19, sont considérés « trop personnalisés ». Par exemple, il a été explicitement écrit dans l'amendement constitutionnel que le poste de Premier ministre « sera occupé par Morgan Tsvangirai ».

La formation du GUN au Zimbabwe avait comme toile de fond la mise en place de quelque chose de comparable au Kenya où la contestation du résultat de l'élection présidentielle avait conduit à la formation d'un gouvernement d'union. On se demande si en Afrique on n'assiste pas à une nouvelle tendance des processus électoraux où la contestation du résultat des élections est suivie de la formation des gouvernements d'union nationale. Le Gouvernement d'union du Kenya qui est intervenu avant celui du Zimbabwe a tellement de défis à relever que le pronostic n'a rien de rassurant. Les partis impliqués dans le GUN zimbabwéen admettent qu'il s'agit d'un gouvernement transitoire. On estime indifféremment la vie de ce gouvernement à entre deux et cinq ans. Une nouvelle constitution devrait être adoptée dans les 18 à 24 mois après l'entrée en service du GUN. Cette nouvelle constitution est censée servir de base à de nouvelles élections. Fait intéressant, la ZANU (PF) et le MDC-T semblent être réceptifs à l'idée de tenir de nouvelles élections une fois que la nouvelle constitution sera mise en place. Le MDC-M fait pression pour aller jusqu'au bout du mandat de cinq ans du GUN. Ce que l'on peut tirer de positif de tout cela, c'est qu'aussi bien la ZANU (PF) que le MDC-T sont con-

fiants qu'ils disposent des nombres suffisants pour être compétitifs dans une élection nationale. Le MDC-M, lui, semble vaciller, et un consensus semble se dégager pour dire que le parti doit se trouver une identité ou disparaître aux prochaines élections.

Conclusion

Le Zimbabwe n'est assurément pas le seul pays africain aux prises avec des défis politiques et économiques. Comme c'est le cas dans la plupart des pays africains, les défis tirent leurs racines des variables internes et externes. Pour comprendre l'évolution de la situation politique au Zimbabwe, il faut appréhender comment les différents acteurs politiques ont cadré les défis confrontant le pays. Dans certains pays, les défis ont été cadrés pour accommoder la politique. Dans d'autres, les raisons sont simplement impérieuses. Comme cet article a essayé de le démontrer partant du cas du Zimbabwe, nous avons appris les subtilités inhérentes à la construction d'une nation dans l'Afrique postcoloniale. Trouver l'équilibre entre l'auto-détermination et une prospérité durable s'est avéré être un grand défi à relever.

Notes

1. « Déclaration d'engagement dans le Protocole d'accord entre la Zimbabwe African National Union (Patriotic Front) et les deux tendances du Movement for Democratic Change ».
2. Le Président Thabo Mbeki a été nommé par les membres de la Southern African Development Cooperation (SADC) comme facilitateur des négociations.
3. « L'histoire en marche » était le slogan des jeux Olympiques de Pékin.
4. En 2005, le MDC s'est scindé en deux tendances : le MDC-T sous la Direction de Tsvangirai et le MDC-M dirigé par A. Mutambara.
5. Le nombre total des bénéficiaires de ce programme est sujet à controverse.
6. Le Ministre Patrick Chinamasa lors d'un point de presse à Cape Town en avril 2008.
7. Morgan Tsvangirai lors d'un point de presse à Harare, le 21 juin 2008.

References

- Kuper, L., 1965, *An African Bourgeoisie: race, class and politics in South Africa*, New Haven: Yale University Press.
- Morgan, R., 2004, 'Advancing Indigenous Rights at the United Nations: Strategic Framing and Its Impact on the Normative Development of International Law', *Social and Legal Studies* 13(4): 481-500.
- Moyo, S., 2004, 'Socioeconomic Dominance of Ethnic and Racial Groups: The African Experience', UNDP Human Development Report Office Occasional Paper, Background Paper for HDR 2004.
- Morris, L., ed., 2006, *Rights: Sociological Perspectives*, London: Routledge.
- Rutherford, B., 2008, 'Commercial Farm workers and the Politics of (Dis) Placement in Zimbabwe: Colonialism, Liberalisation and Democracy', *Journal of Agrarian Change* 1 (4): 626-651.
- Sachikonye, L. M., 2003, 'Land Reform for Poverty Reduction? Social Exclusion and Farmworkers in Zimbabwe', Paper prepared for a conference on 'Staying poor: Chronic Poverty and Development Policy', organised by the IDMP, Manchester University, March 2003.
- Short, D., 2007, 'The Social Construction of Indigenous "Native Title" Land Rights in Australia', *Current Sociology* 55(6): 857-876.
- Thörn, H., 2007, 'Social Movements, the Media and the Emergence of a Global Public Sphere: From Anti-Apartheid to Global Justice', *Current Sociology*, 55(6): 896-918.
- Wilson, R. A., 1997, 'Human Rights Culture and Context: An Introduction', in R. A. Wilson, ed., *Human Rights, Culture and Context: Anthropological Perspectives*, London: Pluto Press.
- ZCTU, 1996, *Beyond ESAP: Framework for a long-term development strategy in Zimbabwe*, ZCTU, Harare.
- The Herald*, 22 July 2008.
- Central Statistical Office*, August 2008, Harare.
- 'Memorandum of understanding between the Zimbabwe African Union (Patriotic Front) and the two Movements for Democratic Change Formations', 2008: Harare.
- MDC, 2007, *A New Zimbabwe, A New Beginning*, Harare.
- ZANU (PF), 2008, *100 Reasons why Most Zimbabweans will vote for ZANU (PF) and President Robert Mugabe in the Runoff election on 27 June, 2008*, ZANU PF, Harare.